

Pour une éthique de l'enseignement de l'économie

Claude Mouchot

Centre Auguste et Léon Walras, université Lumière-Lyon 2

Introduction

- L'enseignement, dès qu'il s'agit des sciences humaines et sociales, devrait avoir deux finalités :
- ouvrir l'esprit de l'étudiant, lui permettre de développer son esprit critique et ses capacités d'analyse ;
 - lui donner les moyens d'appréhender le monde et, ainsi, de déterminer les actions qu'il jugera nécessaire de poser pour faire évoluer ce monde dans la direction qu'il souhaite.

Nous nous plaçons donc délibérément dans une optique *politique*.

On comprend ainsi pourquoi nous avons fait référence à l'éthique : *esprit critique, souhaits, jugements, politique*, autant de termes qui renvoient à des *valeurs* ; et l'éthique, pour nous, se situe précisément dans l'action qui tente de faire advenir, au moins partiellement, les valeurs que nous défendons.

C'est dans cette optique que nous jugerons l'enseignement de l'économie tel qu'il domine aujourd'hui dans le supérieur (I). Nous proposerons ensuite une autre approche de cet enseignement, respectueuse de ces deux finalités (II).

I. Le *mean stream*, un endoctrinement et une malhonnêteté intellectuelle, malheureusement efficaces

Le programme d'économie de la grande majorité des DEUG des facultés de sciences économiques se présente très simplement : 1^{ère} année, micro ; 2^e année, macro. La 1^{ère} année est donc en pratique vouée à la théorie néoclassique ; et, en 2^e année, c'est souvent la macroéconomie néowalrassienne qui domine, quand elle n'est pas la seule à être présentée (nous pensons par exemple à ceux partageant le point de vue de P. Salin (1979), «*Oublions Keynes*»). Walrassien ou néowalrassien, c'est donc, dans ce cas, un seul point de vue sur l'économie qui est délivré aux étudiants dans leurs deux premières années d'études.

Ce constat est déjà suffisant pour pouvoir affirmer que cet enseignement constitue un *endoctrinement* des étudiants. Comme nous l'argumenterons en 2^e partie, aucune théorie n'est à même de dire le tout de l'économie. Dès lors, ne présenter qu'un seul point de vue revient à empêcher les étudiants d'acquérir les capacités d'analyse et donc les modes d'action que d'autres approches rendent possibles.

Mais il y a plus grave : quelle est la finalité réelle de cet enseignement ? Quelle est la finalité réelle de ce « savoir » walrassien ? On doit se poser la question quand on voit les qualificatifs dont il est possible de l'affubler : en voici quelques-uns.

1. C'est un savoir totalitaire

Cela découle déjà de ce qui vient d'être dit : tout endoctrinement est un totalitarisme. Mais cet aspect totalitaire est renforcé par le fait que la «rationalité économique» est étendue à la vie sociale tout entière. En voici deux exemples ; ils datent de 1947, mais qui osera dire que le libéralisme économique d'aujourd'hui n'est pas la mise en pratique de ces affirmations ?

« Dans l'économie que nous proposons [...] la richesse et la pauvreté seraient alors ce qu'elles devraient être, la richesse la récompense du travail et de l'effort, la pauvreté le résultat de la paresse et de la dissipation » (Allais, 1947, p. 609-610).

« Nous pouvons penser qu'un tel système de préférences [une réglementation de salaire minimum] sacrifie des accroissements tangibles des éléments du bonheur réel aux fins illusoire d'une simple diminution de l'inégalité » (Robbins, 1947, p. 142).

Et pourtant, certains économistes conservaient leur bon sens :

« Il doit être admis qu'un auteur, ayant énoncé qu'une conduite particulière est productive de richesse, la recommandant ou l'acceptant sur cette seule base, serait coupable de l'absurdité de considérer que le bonheur et la possession de richesse sont identiques » (Senior, 1965 [1836], cité par Meidinger, 1994, p. 50).

Certains de nos Collègues se rendent-ils bien compte qu'ils participent trop souvent, peut-être sans le savoir ni le vouloir, à cette « absurdité » ?

2. C'est un savoir faux

A. Mathématisation n'est pas véracité

Peut-être est-il bon de rappeler que la mathématisation d'un discours assure, et n'assure que, la transition de la « vérité » des hypothèses aux conclusions : « De présupposés, servant d'axiomes, trop éloignés de la réalité, on ne tire, mathématiquement ou non, que des sottises » (Lichnerowicz, 1972, p. 1504). Ce jugement s'applique hélas parfaitement à notre objet.

Rappelons d'abord l'irréalisme foncier de chacune des hypothèses de la concurrence parfaite ; citons seulement

- la prévision parfaite et l'une de ses justifications : « Le négociant qui fait venir à Marseille une cargaison de bananes la reçoit en général dans les délais prévus et la vend aux prix prévus. Dans ces conditions, l'approximation la plus simple que l'on puisse faire de la réalité est la prévision parfaite » (Allais, 1947, p. 156). P. Dieterlen a beau jeu : « postuler comme certain ce qui est essentiellement incertain est le comble de l'irrationnel », 1964, p. 223 ;
- et l'absence de pouvoir d'un agent sur un autre (« personne n'étant privilégié », Pareto, 1966, p. 210).

Cet irréalisme a constamment fait surgir les critiques à l'encontre de la théorie de l'équilibre général : « l'air qui y règne est irrespirable pour le commun des mortels » (Dieterlen, 1964, p. 59) ; « monde des songes walrassiens » (Morgenstern, 1973, p. 6). Et pourtant, la théorie se maintient...

Notons ensuite une autre hypothèse, implicite mais parfaitement reconnue de tous, et tout aussi irréaliste que les précédentes : « Nous savons tous... que la première caractéristique de la vie en société est l'influence ou la dépendance mutuelles, la contagion des désirs, des sentiments et des passions [...] Or ce que l'on appelle la science économique s'interdit dès le départ de prendre en compte ces influences mutuelles puisqu'elle pose des êtres non socialisés qui ont des intérêts indépendants les uns des autres et qui n'établissent d'autre communication que par l'intermédiaire du système de prix. Par conséquent il s'agit bien d'un savoir faux... » (Dupuy, 1994, p. 6). Dupuy reprend ici la critique classique selon laquelle la théorie met en scène un monde d'égoïstes. C'est un des exemples où la théorie, s'appuyant sur une réalité (nous sommes tous plus ou moins égoïstes), opère un passage à la limite (nous ne sommes que égoïstes) qui ruine sa visée : rendre compte, même imparfaitement, de la réalité. Nous verrons plus loin que Dupuy n'en reste pas là ; si pour lui ce savoir est faux, il est aussi « fondamental »...

B. Glissements de sens, non dits et mensonges

La libre concurrence conduit à l'optimum. La répétition incessante de cette phrase, appliquée à l'économie réelle, finit par lui donner un statut de vérité alors qu'il ne s'agit que d'une incantation sans aucun fondement. Il est nécessaire de s'y appesantir car, sous une apparence anodine, chacun des mots de cette phrase comporte glissements de sens, non dit ou mensonge.

Ainsi la libre concurrence *réelle* n'a rien à voir avec la libre concurrence de la théorie. Dès lors, les conclusions obtenues dans celle-ci n'ont aucune chance d'être vérifiées dans la réalité. Un « scientifique » ne peut pas ne pas le savoir ; il sait donc que cette affirmation, appliquée à la réalité au prix non pas d'un glissement de sens indû, est un mensonge.

Ensuite, tous les économistes savent parfaitement qu'il existe une infinité d'optimums. D'où vient alors qu'on entende systématiquement : la libre concurrence conduit à *l'optimum social*, comme s'il n'en existait qu'un ? La réponse est double. Premièrement, dire qu'il existe une infinité d'optimums aurait deux inconvénients : d'abord, le mot optimum ne pourrait plus être entendu au sens de meilleur état de la société (une infinité de "meilleurs états" pose un problème) et, ensuite, cela conduirait immédiatement à la question : quel est le meilleur optimum pour la société ? Cette question est fort ennuyeuse pour les tenants de la théorie car (et c'est le deuxième volet de la réponse) ils savent que l'optimum qui sera réellement atteint *ne dépend que de la richesse initiale des individus*. La question du "meilleur" optimum conduit donc à la question de la justice sociale.

Le remplacement de l'article indéfini (un) par l'article défini (l') est une forme de non-dit qui a une fonction bien précise : empêcher que ne soit posée la question de la justice sociale.

Certains sont allés plus loin dans cette occultation en affirmant que l'optimum qui serait atteint assurerait *ipso facto* la justice sociale :

« La richesse et la pauvreté seraient alors ce qu'elles devraient être, la richesse la récompense du travail et de l'effort, la pauvreté le résultat de la paresse et de la dissipation » (Allais, 1947, p. 610).

Aucun élément de la théorie ne permet d'aboutir à de telles affirmations qui ne font qu'explicitement le fonctionnement idéologique réel de la théorie appliquée à la réalité. Tout le discours libéral est ordonné à l'intériorisation, inconsciente, de ce type d'affirmations fausses. Ce fonctionnement idéologique est d'ailleurs extrêmement simple : dans une société libérale, vous êtes libres et responsables, donc (?) responsables de votre position sociale...

Enfin le mot *conduit* est, lui aussi, faux. Mais il vaut la peine de le traiter pour lui-même car on a là un exemple de...

C. Non prise en compte d'un résultat mathématiquement démontré

Si l'existence de l'équilibre général a été démontrée (Arrow-Debreu), le problème de sa stabilité demeurerait : si l'économie (de la théorie) n'était pas à l'équilibre, la libre concurrence (de la théorie) y conduisait-elle ? L. Walras, par un raisonnement qui manque de rigueur, pensait l'avoir démontré. Or, depuis 1974, Debreu, Mantel et Sonnenschein ont démontré que l'équilibre n'a aucune raison d'être stable : dans la théorie, une économie qui n'est pas à l'équilibre n'a aucune raison de tendre vers un équilibre.

Nouveau mensonge des « théoriciens » qui refusent de tenir compte d'un résultat définitif de la théorie, lorsque ce résultat contredit leurs croyances...

D. Mensonge encore : la macroéconomie néowalrassienne (MNW)

La MNW élabore des « modèles (macroéconomiques) agrégés » dont elle dit qu'ils sont « à fondements microéconomiques », fondements indispensables si l'on ne veut pas encourir les foudres de la dictature de l'individualisme méthodologique ! Allons-y voir de plus près :

« Un modèle agrégé... divise tous les biens d'une économie en quatre catégories composites : les services du travail, les marchandises, les titres et la monnaie. À chacune de ces catégories correspond un marché, un prix, une fonction de demande globale et une fonction d'offre globale. Idéalement, chacune de ces fonctions est construite à partir des fonctions individuelles d'offre et de demande des différents biens qui importent [...] Mais on ne prétend pas montrer comment ce processus d'agrégation s'effectue réellement » (Patinkin, 1972, p. 199-200).

On ne prétend pas montrer comment ce processus d'agrégation s'effectue réellement ! Et pour cause, puisqu'aucun des problèmes soulevés par l'agrégation n'a été résolu, si ce n'est dans des cas tellement particuliers qu'ils n'ont aucun intérêt de l'aveu même de ceux qui les construisent ; on peut donc raisonnablement supposer aujourd'hui que l'agrégation est impossible (en particulier celle des fonctions d'offre ou de demande ; cf Malinvaud, 1981, p. 69). Mais alors à quoi ces « théoriciens » jouent-ils ? D'autant que si l'agrégation était réalisable, ce sont les fondements micro qui disparaîtraient. Montrons le sur deux exemples :

- l'agrégation des biens. Il ne s'agit pas de mettre en doute les apports de ce type d'opération (par exemple dans les théories du déséquilibre) ; il s'agit de constater que l'agrégation des biens, comme son nom l'indique, fait disparaître l'individualité de chacun d'eux et, de ce fait, évacue dès le départ un des fondements microéconomiques essentiels du comportement du consommateur : sa liberté de choix entre des biens individualisés.
- l'agrégation des prix. Un prix agrégé a la dimension d'un indice de prix. Rappelons alors que W. Leontief, dès 1933, condamnait fermement l'usage des indices, *pour ce qui concerne certaines parties de l'analyse théorique* : les lois microéconomiques de l'évolution des prix individuels n'étant pas assurées de rester valides pour des indices (prix composés), c'est un deuxième fondement microéconomique qui est évacué par l'agrégation des prix.

Mensonge encore donc quand on affirme faussement que les concepts agrégés ont des fondements micro et qu'on utilise une fonction-de-demande-agrégée-qui-n'est-pas-agrégeable : magnifique incohérence pour des chantages de la logique formelle et de l'axiomatique.

Cette fois, les « théoriciens » refusent les contraintes que leur impose le formalisme pour conserver leurs croyances...

3. C'est un savoir immoral

La plupart des économistes reconnaissent le caractère amoral de la théorie. Nous allons plus loin et affirmons son immoralité, impliquée par la définition même de son concept central : l'utilité.

Pour le montrer, nous citerons J.-B. Say qui, dans son *Catéchisme d'économie politique* (1848), donne déjà la définition de l'utilité telle qu'elle sera reprise par L. Walras, que nous citerons également.

À la question suivante : « pourquoi certaines choses ont-elles de la valeur alors qu'elles n'ont pas d'utilité (au sens courant) comme une bague, une fleur artificielle ? », J.-B. Say répond :

« Vous n'entrevoyez pas l'utilité de ces choses parce que vous n'appellez utile que ce qui l'est aux yeux de la raison, tandis qu'il faut entendre par ce mot tout ce qui est propre à satisfaire les besoins, les désirs de l'homme tel qu'il est. Or sa vanité et ses passions font quelquefois naître en lui des besoins aussi impérieux que la faim. Lui seul est juge de l'importance que les choses ont pour lui, et du besoin qu'il en a. Nous n'en pouvons juger que par le prix qu'il y met : pour nous la

valeur des choses est la seule mesure de l'utilité qu'elles ont pour l'homme. Il doit donc nous suffire de leur donner de l'utilité à ses yeux pour leur donner de la valeur »

L. Walras, dans ses *Éléments d'économie politique pure* (1874) va jusqu'au bout de cette a-moralité en introduisant de façon explicite la possibilité, en même temps que la justification, de l'immoralité :

« Je dis que les choses sont utiles dès qu'elles peuvent servir à un usage quelconque, dès qu'elles répondent à un besoin quelconque et en permettent la satisfaction. Ainsi, il n'y a pas à s'occuper ici des nuances par lesquelles on classe, dans le langage de la conversation courante, l'utile à côté de l'agréable entre le nécessaire et le superflu. Nécessaire, utile, agréable et superflu, tout cela, pour nous, est seulement plus ou moins utile. Il n'y a pas davantage à tenir compte ici de la moralité ou de l'immoralité du besoin auquel répond la chose utile et qu'elle permet de satisfaire. Qu'une substance soit recherchée par un médecin pour guérir un malade, ou par un assassin pour empoisonner sa famille, c'est une question très importante à d'autres points de vue, mais tout à fait indifférente au nôtre. La substance est utile, pour nous, dans les deux cas, et peut même l'être plus dans le second que dans le premier » (1988, pp. 45-46).

Il est nécessaire de lire et de relire ces phrases. Prises au pied de la lettre, elles théorisent la loi du plus fort, la loi de la jungle :

- malheureux homme qui n'appelle utile que ce qui l'est aux yeux de la raison ! Voilà évacué en une phrase le message tenu par toutes les grandes Sagesses élaborées par l'humanité ;
- évacuation aussi de ces antinomies, utile/nuisible, utile/superflu... Impossible en effet de conserver ces antinomies puisque ce sont sur elles que la raison s'appuie pour discerner et agir ;
- *Lui seul est juge* ; évacuation de toute référence à autrui qui est identiquement l'affirmation d'un individualisme quasi absolu. Quasi seulement, parce que ma *vanité* fait réapparaître l'autre, mais réduit au statut de "faire-valoir".

Ces trois éléments ne conduisent qu'à l'affirmation de l'a-moralité de l'économie, plus exactement de l'économie telle que nous la présente la théorie.

Les dernières phrases de Walras vont plus loin : elles justifient l'immoralité et, comme on l'a dit, la loi du plus fort. En effet, comment la *substance recherchée*... peut-elle, concrètement, être plus utile à l'assassin qu'au médecin ? La réponse est donnée par J.-B. Say : nous n'en pouvons juger que par le prix qu'il y met. C'est donc que l'assassin peut y mettre plus d'argent, qu'il est plus riche que le médecin. Ainsi, la boucle se referme : *« Le nuisible (moral) peut être beaucoup plus utile (au sens économique) que l'utile (au sens moral) »* (Goux, 1995, p. 115).

4. C'est un savoir qui ne permet pas d'appréhender la réalité

Nous nous contenterons de citer J.-Y. Caro (1994, p. 149).

« Il est tout à fait remarquable que des titres gagnés dans la science pure confèrent le droit de discourir sur l'économie réelle dans les media. Le jeu des classements sociaux bloque cette idée simple, très évidente si on y regarde de près, que de longues années au service de l'économie pure et une carrière prestigieuse d'économiste peuvent laisser assez ignorant de l'économie réelle. Le contenu parfois hallucinant de telles interventions ne suscite pas l'indignation des professionnels de l'économie appliquée, tout juste une petite gêne — vite oubliée après rangement du phénomène sur le rayon du folklore professionnel.

Plus généralement, on peut montrer que tout ce passe comme si la profession maximisait ses gains sociaux en autorisant ce double jeu de l'économie pure. Un test de cette affirmation est la règle non écrite, mais parfaitement respectée, qui interdit d'arguer des prestations médiatiques des collègues pour les discréditer dans le champ académique. Alors que la concurrence pour les titres les plus enviés est rude, il ne viendra à l'idée de personne de chercher à disqualifier un collègue

dans la lutte pour une promotion ou un honneur en démontrant que les propos qu'il a tenus à la télévision sont scientifiquement ineptes ».

Sans commentaires...

5. *C'est enfin, hélas, un savoir idéologiquement efficace*

Nous avons déjà signalé que la répétition incessante des affirmations de la théorie orthodoxe finissait par leur conférer un statut de « vérités » : l'ensemble du corps social intègre peu à peu, de façon inconsciente, ces affirmations. Montrons le à partir des quelques éléments que nous avons notés dans les développements précédents :

- l'individu pris en compte est un parfait égoïste. N'avons-nous pas ici l'une des causes de la montée de l'individualisme dans nos sociétés ?
- le pauvre est responsable, par sa paresse, de sa pauvreté. Les personnes qui s'occupent des « exclus » sont unanimes : les chômeurs se sentent très souvent coupables de leur état ;
- le bonheur réel réside dans la richesse. La réussite sociale se mesure de plus en plus sur la seule réussite matérielle, donc monétaire ;
- la théorisation de la loi du plus fort. Ne trouve-t-elle pas sa réalisation dans la croissance des inégalités, tant au plan international qu'à l'intérieur des pays riches ?

Le fonctionnement idéologique du discours montre parfaitement son efficacité.

J.-P. Dupuy a parfaitement analysé ce fonctionnement :

« Par conséquent il s'agit bien d'un savoir faux, mais il s'agit simultanément d'un savoir fondamental. Quelle est la nature de ce savoir fondamental ? C'est arrivé à ce point que je réitère la question : "quelles sont les causes et les effets de ce savoir dans et sur la réalité sociale ?" [...]

Concernant les effets de ce savoir, il ressort que l'économie [...] façonne la vie économique et sociale à son image [...] Les représentations que les sociétés se donnent d'elles-mêmes font partie de la vie de ces sociétés. D'où un type de rapports entre représentation et réalité qui est, non pas une relation d'adéquation ou de vérité, mais une relation de façonnage mutuel qui fait qu'il y a une solidarité très grande entre la discipline économique et la réalité économique. J'ai l'air de dire deux choses contradictoires mais tout mon message, si j'en ai un, consiste à vous convaincre qu'il n'y a ici nulle contradiction. Ce travail de façonnage mutuel fait que la réalité économique, et sociale au sens large, tend à ressembler au modèle théorique, mais ce n'est pas pour autant que l'on peut dire que celui-ci dit la vérité au sujet du réel. [...] C'est désormais un ensemble de croyances sur la réalité sociale qui sont pertinentes, non pas parce qu'elles sont avec celle-ci dans un rapport de vérité ou d'adéquation essentielle, mais parce qu'elles deviennent adéquates par les actions ou les réactions qu'elles engendrent" (1994, pp. 6-7).

Au terme de ce parcours, on comprend peut-être mieux le titre de cette première partie.

Un tel « enseignement » (?) est pratiquement à l'exact opposé des finalités que nous avons retenues : non seulement il ferme l'esprit en ne présentant qu'un seul regard sur la réalité économique, mais encore il le déforme tant au plan intellectuel (MNW, refus de prise en compte de résultats démontrés quand ils ne sont pas « orthodoxement corrects »...) qu'au plan moral (glissements de sens, mensonges, immoralité explicite dans la définition de l'utilité...).

Peut-être avons-nous là d'ailleurs l'une des causes de la désaffection des étudiants pour le cursus de sciences économiques...

Est-il alors possible de proposer un autre type d'enseignement, plus respectueux des finalités annoncées ? Bien évidemment oui ; et ce sont les propositions que nous allons faire.

II. Fondements épistémologiques d'un véritable enseignement de l'économie

Dans l'appel à communications de cette rencontre, il était écrit : « *Notons enfin que faute d'un consensus entre les experts économiques, il est difficile de s'appuyer sur un corpus théorique reconnu par tous (problème sémantique auquel doivent faire face les étudiants)* ».

Cette absence de consensus entre les experts a toujours existé. Un temps, on a voulu l'expliquer par la « jeunesse » de notre discipline. Aujourd'hui, force est de constater que la « science économique » reste éternellement jeune... Il nous paraît indispensable d'abandonner cette fable de la jeunesse en même temps que la visée d'une unification de nos discours, fable et visée qui proviennent toujours de la comparaison avec la physique. Qu'un siècle après L. Walras, certains soient encore sur les mêmes positions épistémologiques que lui est pour le moins étonnant...

Nous proposons ici un véritable statut épistémologique pour les « sciences économiques », pluriel dont on ne sait pour quelles raisons il s'est imposé et qui, par bonheur, nous permettra d'expliquer l'absence de consensus entre les experts.

Pour évacuer toute tentation de se référer à la physique, contentons-nous de citer T. S. Kuhn :

« *La science normale [en physique][...] est fondée sur la présomption que le groupe scientifique sait comment est constitué le monde* » (1983, p. 22).

Il suffit alors de relire attentivement cette phrase pour constater qu'elle ne s'appliquera jamais au monde *économique*, et plus généralement, au monde *social* : *le groupe des experts économiques ne se mettra jamais d'accord sur la façon dont est constitué le monde économique*. Que signifierait en effet cet accord ? Que les oppositions idéologiques qui ont toujours traversé l'appréhension de l'homme et de la société, les grandes visions du monde précisément : individualisme/holisme, libéralisme/socialisme... auraient disparu. Or, chacun le sait, la suppression de ces oppositions ne peut se concevoir qu'en lien avec un totalitarisme, et le plus fort qui soit : celui qui, sans violence explicite, n'autorise même plus la pensée du terme opposé... puisqu'il n'y a plus d'opposition !

Dès lors, puisque ces oppositions sont constitutives du social, la conséquence est immédiate : *l'économie ne sera jamais « science normale »* au sens de T.S. Kuhn ; l'unification des théories économiques ne se réalisera jamais, au moins dans une société démocratique ; il faut abandonner la référence à la physique et déterminer à nouveaux frais le statut épistémologique de notre discipline.

1. L'économie est une Totalité

Chacun parle d'économie et sait alors *de quoi* il parle. La question est de savoir si tout le monde parle de *la même chose*. Prenons donc deux définitions « classiques » : l'économie est

— « *l'étude de l'humanité dans les affaires ordinaires de la vie* » (A. Marshall) ;

— « *la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares qui ont des usages alternatifs* » (L. Robbins).

et voyons ce qu'elles nous apprennent.

- Elles ne définissent pas l'économie mais l'ensemble du social

C'est évident pour la première : la fatigue, la douleur, le pouvoir, le prestige, sont des affaires ordinaires de la vie ; il en est de même de la guerre pour de trop nombreux peuples.

C'est tout aussi vrai de la seconde : elle est tellement générale qu'elle s'applique à toute action finalisée (Godelier, 1969, pp. 19-20). On notera d'ailleurs qu'elle est ainsi au fondement du savoir totalitaire signalé plus haut.

- Ce sont donc des définitions circulaires.

Pour que la première définisse effectivement l'économie, il faut remplacer « ordinaires » par « économiques » et la circularité est parfaite. Et la seule façon de retrouver de l'économie dans la définition de L. Robbins consiste à spécifier ce qu'on appellera « fins économiques » et nous retombons dans la circularité.

Impossibilité de séparer l'économique du social, définitions circulaires (l'économie, c'est l'économie), ces deux éléments montrent qu'il n'est pas possible de définir l'économie. Ce fait peut être résumé par un mot : l'économie est une *Totalité*.

En effet, définir un objet, c'est le distinguer d'autres objets ; définir l'objet d'une science, c'est le distinguer des autres aspects du réel. Et on ne peut distinguer un aspect du réel *qu'à l'intérieur de la Totalité que constitue ce réel*. La Totalité ne peut pas être distinguée (de quoi ?) : elle est... la Totalité ! Insistons sur le fait que ce mot de Totalité ne constitue pas une définition. Nous avons bien dit qu'il « résumait » les problèmes que posaient les définitions proposées, ce qui ne veut pas dire qu'il les résout. Il ne fait que signaler l'impossibilité de toute définition.

Arrivés à ce point, nous sommes en quelque sorte face à un constat d'impuissance : l'économie, c'est l'économie, et il est impossible d'en dire plus. Il n'est bien évidemment pas possible d'en rester là et l'existence de théories économiques montre qu'on n'en est pas resté là.

2. La construction de domaines scientifiques

« Une science ne débute qu'avec une délimitation suffisante des problèmes susceptible de circonscrire un terrain de recherches sur lequel l'accord des esprits est possible » (Piaget, 1970, p. 41).

Cette simple phrase justifie notre affirmation récurrente « l'économie ne constitue pas une science », et elle en donne la raison : l'économie n'étant pas délimitée (définie), elle ne peut pas, en tant que Totalité, réaliser l'accord des esprits qui la caractériserait comme science.

Comment alors opérer *une délimitation suffisante des problèmes...* qui permette de constituer un domaine susceptible d'être étudié scientifiquement, de faire l'objet d'une science ? Nous répondrons sous forme d'une condition nécessaire et suffisante :

Pour pouvoir élaborer un discours scientifique en économie, il faut et il suffit de privilégier certains aspects de cette Totalité, de distinguer les aspects qu'on désire étudier, en un mot, de définir l'objet de l'étude.

La condition est suffisante.

Ainsi, si je définis mon objet comme l'étude de l'affectation par un individu de son revenu aux différents biens qui lui sont proposés, j'aboutis à l'équilibre du consommateur de la théorie marginaliste. De même, si je le définis comme l'étude des conditions dans lesquelles s'effectue la répartition salaires/profits dans une économie capitaliste, j'aboutis à une théorie des prix de production, néoricardienne ou marxiste selon les hypothèses supplémentaires faites.

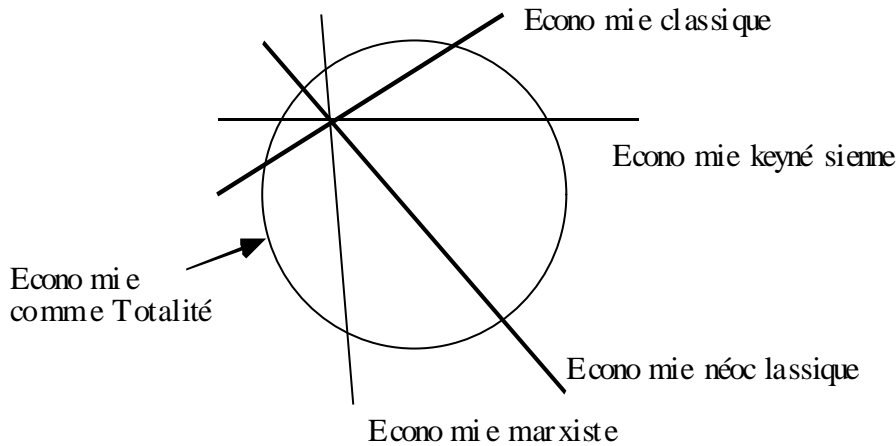
La condition est nécessaire.

Cela résulte immédiatement de ce que nous avons vu au sujet d'une Totalité : l'économie, c'est l'économie, et on ne peut rien dire de plus *sans particulariser le discours, c'est-à-dire sans privilégier certains aspects de cette Totalité*. Tout discours économique non vide n'est jamais que l'expression d'un point de vue particulier sur l'économie, point de vue qui consiste à définir un objet dans la Totalité, *et à construire une théorie scientifique de cet objet*.

Toutes les grandes approches constituent, chacune, la construction d'un objet scientifique éclairant un aspect particulier de la Totalité. De la sorte, l'économie classique, l'économie néoclassique, l'économie marxiste, l'économie keynésienne... sont autant de

sciences qui rendent compte de certains aspects de la réalité économique, *en en négligeant d'autres*. On peut dire que chacune de ces sciences « découpe » son objet dans la totalité du réel économique et social.

Il est possible de schématiser ces affirmations de la façon suivante :



Que chaque théorie néglige certains aspects du réel est une évidence :

- la théorie keynésienne n'a aucun moyen d'expliquer la valeur :
- les théories classique et marxiste n'ont pas d'explication des prix de marché (en dehors de l'affirmation de simple bon sens (!) selon lequel ces prix dépendent de l'offre et de la demande) ;
- « Cette théorie [néoclassique] n'a aucune réponse simple à fournir à la question : pourquoi la part des salaires ou des profits est-elle ce qu'elle est ? La question se pose parce que nous nous intéressons à la répartition du revenu entre les classes sociales, et les classes sociales ne sont pas une variable explicative de la théorie néoclassique » (Hahn, 1972, p. 2).
- les phénomènes de pouvoir, plus ou moins pris en compte par Keynes (la demande effective est bien le pouvoir qu'ont les entrepreneurs de conduire à un équilibre de sous-emploi) et par Marx (au travers de la lutte des classes), n'existent pas dans la théorie classique et sont explicitement refusés par la théorie néoclassique (« personne n'étant privilégié... »).

On aura sans doute remarqué que, dans le schéma précédent, toutes les théories, se coupent en un même point : celui-ci n'est autre que la situation économique considérée. Et, s'il est point de concours de toutes les théories, c'est que, selon nous, toute situation économique est effectivement traversée par *toutes* les logiques privilégiées, chacune, par ces théories. Toutes les théories ont des éléments d'explication du chômage en France aujourd'hui : n'est-ce pas E. Malinvaud qui pense que ce chômage est en partie "classique" et en partie "keynésien" ?

Si on admet cela, on admet du même mouvement que la logique d'une théorie ne peut qu'être limitée par les logiques des autres. Il en résulte en particulier que, lorsqu'on privilégie une seule logique et qu'on la pousse à son terme, on parvient à des absurdités, aussi bien en théorie qu'en pratique :

- il n'est pas possible de refuser l'hypothèse de maximisation de l'utilité d'un individu sur le marché : l'équilibre du consommateur représente bien un aspect de son comportement. Poussée à son terme théorique, cette logique conduit à l'équilibre général qui ne représente plus aucune économie réelle ; poussée à son terme pratique, elle conduit à la paranoïa des marchés financiers ;
- il n'est pas possible de refuser la logique de la demande effective de J.M. Keynes. Poussée à bout, elle conduit à une augmentation constante du taux d'inflation... et au retour de l'hyperlibéralisme ;

— il n'est pas possible de refuser la logique marxiste selon laquelle la structure du système productif, les rapports de production « *déterminent des places et des fonctions dont les individus ne sont que les occupants* » : le système productif français manque de plus de deux millions de places et de fonctions... Poussée à bout, cette logique conduit à une structure éternelle au plan théorique, et à ce qui fut le communisme réel dans la pratique.

Ainsi, chaque théorie éclaire un aspect du réel, mais elle doit laisser la place à d'autres théories qui en éclaireront d'autres aspects à peine d'aboutir à une construction qui ne corresponde plus à aucune réalité.

La question qui se pose alors est celle de l'articulation de ces diverses théories.

3. L'articulation de ces discours

- L'impossible articulation logique

Dire articulation logique de deux (ou plusieurs) théories, c'est identiquement dire synthèse de ces théories dans une théorie englobante, dont chacune des précédentes ne serait qu'un cas particulier, une détermination obtenue par exemple par spécification de certains paramètres. Une telle articulation est impossible.

Cette impossibilité est d'abord une évidence historique : la multiplicité de fait des théories économiques en est en quelque sorte une preuve concrète. Si leur articulation logique était possible, on peut penser qu'au moins certaines théories auraient été unifiées.

Cette impossibilité est aussi inscrite dans la conception même que nous proposons de l'économie comme Totalité à l'intérieur de laquelle chaque théorie construit son propre objet : les résultats qu'elle obtient sont évidemment liés à cet objet et n'ont aucune raison d'être adaptés aux objets, différents, des autres théories.

Il peut même arriver que ces résultats soient en contradiction les uns avec les autres et l'exemple d'un excès d'offre sur le marché en est un excellent exemple. Jusqu'à Keynes, les économistes affirmaient qu'il suffisait de baisser les prix pour retrouver l'équilibre du marché, qu'il s'agisse du marché d'un bien ou du marché global. Vraie dans le premier cas (micro), cette proposition s'avérait parfois fautive dans le second (macro), alors même que chaque producteur est rationnel en baissant son prix. Ainsi, il est des cas où un ensemble de décisions individuelles *rationnelles* peut conduire à une *irrationalité globale*.

Définition d'objets différents, élaboration de théories disjointes, discours partiels, inarticulables en logique et parfois contradictoires, il n'est à nouveau pas possible d'en rester là : pour expliquer et comprendre la réalité économique comme pour agir sur elle, il est nécessaire à l'homme d'articuler les différents discours sur cette réalité. Puisque l'articulation logique est impossible, il lui faut trouver un autre mode d'articulation de ces différentes théories.

- Une articulation *raisonnable*, par la délibération et le jugement

Disposant de multiples lectures de la réalité économique et désirant agir sur elle, comment l'homme peut-il articuler ces différentes théories en l'absence de toute unification ?

Toute politique économique cherche à modifier cette réalité et, en principe, dans une direction précise, en vue d'y rendre plus présentes certaines valeurs, solidarité, justice, égalité... valeurs qui, pour chacun, sont autant de « bonnes raisons » d'agir. Et il va de soi qu'il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir : il faut encore trouver les mécanismes qui permettront de faire advenir une réalité « meilleure » (par rapport aux valeurs que l'on défend) ; et on retrouve ainsi la nécessité d'une analyse cohérente de la situation que l'on désire modifier.

C'est à ce point précis que la multiplicité des théories pose un problème : confronté à plusieurs cohérences, il est clair qu'il faut en choisir une, et une seule, sinon l'action posée risque d'être totalement inefficace (elle ressemblerait trop souvent au fait d'appuyer à la fois sur le frein et sur l'accélérateur). Quel peut être le critère de ce choix ?

Rappelons alors ce qui a été dit plus haut : nous posons en principe que, quel que soit le problème économique concret considéré (le chômage par exemple), il est traversé par l'ensemble des logiques portées par chaque théorie. Dès lors le critère de choix est à la fois très simple dans l'abstrait et très difficile à mettre en œuvre dans la réalité : *faisant usage de sa raison*, l'homme politique *délibère* et tente de percevoir quelle est la logique dominante, *aujourd'hui*, dans la situation considérée *pour décider des mesures à prendre en fonction de cette logique dominante*.

Un exemple simple : lorsqu'on entend, aujourd'hui, défendre une politique de l'offre en vue d'augmenter l'investissement (et, sous-entendu, la croissance), on est en droit de s'étonner puisque l'épargne française est très importante et que le taux d'autofinancement des entreprises est nettement supérieur à 100 % !

Bonnes raisons, délibération, jugement, choix politique, conclusions provisoires (puisque le choix d'aujourd'hui sera remis en cause demain : la logique dominante ne sera plus la même) ; cet ensemble d'éléments définit précisément la *Raison* qui, bien au-delà de la seule rationalité, rend pleinement compte de la liberté individuelle, limitée mais réelle, et permet à l'homme d'affronter la complexité.

Conclusion : Principes d'un enseignement de l'économie

Ouvrir l'esprit, développer des capacités d'analyse, donner la possibilité d'exercer ses responsabilités. Tous ces buts peuvent être atteints par la mise en place de trois éléments.

- D'abord que l'enseignant s'interdise toute forme de non-dit et *a fortiori* de mensonge.

Qu'il faille ériger cette affirmation en « principe » est assez dramatique. Et pourtant, il est *mensonger* de dire que la macro néowalrassienne est « à fondements microéconomiques » ; il est *mensonger* de dire que la libre concurrence conduit à l'équilibre général, tout comme il était *mensonger* de dire que la théorie marxiste expliquait le profit.

- Présenter aux étudiants, et dès le début de leurs cursus, les principales théories.

Nous proposons là bien évidemment un retour en force de l'histoire de la pensée économique. Bien au-delà de la seule « culture économique », l'histoire de la pensée est sans doute le seul moyen de faire prendre conscience aux étudiants de la multiplicité des points de vue possibles sur la réalité économique. Et c'est identiquement refuser leur endoctrinement et leur ouvrir l'esprit : si aucune théorie ne peut dire le tout de l'économie, il est indispensable de leur faire connaître cette multiplicité.

Mais cette ouverture d'esprit ne sera véritablement réalisée qu'à trois conditions au moins :

- que chaque théorie soit présentée *dans sa propre logique* ; c'est la connaissance de cette logique qui permettra la délibération et le jugement dont il a été fait état ci-dessus. Nous insistons sur ce point car la capacité qu'ont certains de réduire toutes les théories à des cas particuliers de la théorie néoclassique repose à chaque fois sur une déformation de la théorie réduite. Outre la malhonnêteté intellectuelle que cela implique, c'est encore une forme de totalitarisme : inutile de considérer telle théorie puisqu'elle n'est qu'un cas particulier de la théorie orthodoxe !
- qu'il soit bien mis en évidence les « points aveugles » de chacune de ces théories (nous en avons donné des exemples plus haut). C'est l'existence de ces manques qui fait comprendre la nécessité de la prise en compte de points de vue différents ;
- dans le même ordre d'idées, qu'il soit indiqué que le même mot, employé dans des théories différentes, peut recouvrir des concepts très différents ; il suffit de penser au mot *capital* dans

les théories classique, marxiste et néoclassique ; ou encore, bien qu'il s'agisse d'un problème un peu différent, de l'absence du mot *investissement* dans le TEE : ce sont les tentatives de mesure des comptes nationaux qui ont conduit à cet abandon, et cet abandon même donne à penser sur le contenu réel du concept d'investissement

- Souligner les aspects normatifs (idéologiques) de chaque théorie.

Par le seul fait qu'une théorie privilégie certains aspects de la réalité et en occulte d'autres, elle structure cette réalité en lui donnant, *ipso facto*, un caractère idéologique plus ou moins marqué. Loin de vouloir prétendre à l'on ne sait quelle « neutralité scientifique », un véritable enseignement doit, à notre sens, faire prendre conscience du choix idéologique véhiculé par toute théorie. Il y va d'une simple honnêteté intellectuelle pour l'enseignant et de la possibilité d'exercer sa responsabilité pour l'étudiant.

En paraphrasant P. Combemale (et en oubliant nous aussi tous les enseignants qui tentent de former des hommes et des femmes), « *des théoriciens de l'équilibre général produisent des théoriciens de l'équilibre général qui vont produire des théoriciens de l'équilibre général...* » qui « *peuvent rester assez ignorants de l'économie réelle* ».

Si les trois principes que nous proposons étaient appliqués, nous formerions des personnes libres, compétentes et responsables, c'est-à-dire des « citoyens » au moment où beaucoup s'accordent à reconnaître la nécessité impérieuse d'une telle formation.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALLAIS M. (1947), *Économie et intérêt*, Paris, Imprimerie nationale.
- CARO J.-Y. (1994), « L'Attraction formaliste », in : HURIOT J.-M. (éd.), *Économie, mathématique et méthodologie*, Paris, Economica, pp. 117-157.
- DIETERLEN P. (1980), *L'Idéologie économique*, Paris, Cujas.
- DUPUY J.-P. (1994), « À quoi sert la science économique », *La Lettre de l'AFSE*, n° 23, juillet, pp. 6-7.
- GODELIER M. (1969), *Rationalité et irrationalité en économie*, vol. I, Paris, Maspero
- GOUX J.-J. (1995), « L'Utilité : équivoque et démoralisation », *Revue du MAUSS semestrielle* (Qu'est-ce que l'utilitarisme ? Une énigme dans l'histoire des idées), n° 6, 2^e semestre, pp. 106-124.
- HAHN F. (1972), *The Shares of Wages in National Income : an Inquiry into the Theory of Distribution*, London, Weidenfeld and Nicolson.
- KUHN T. S. (1983), *La Structure des révolutions scientifiques* (1962), Paris, Flammarion.
- LICHTNEROWICZ A. (1972), « Mathématique et transdisciplinarité », *Économies et sociétés*, série HS, n° 14, août, pp. 1497-1509.
- MEIDINGER C. (1994), *Science économique : questions de méthode*, Paris, Vuibert.
- MORGENSTERN O. (1973), « La Théorie descriptive, la théorie de la prévision et la théorie normative », *La Jaune et la rouge. Revue des anciens élèves de l'École polytechnique*, n° 278, février, pp. 5-10.
- MOUCHOT C. (1996), *Méthodologie économique*, Paris, Hachette.
- PARETO V. (1966), *Manuel d'économie politique* (1923), Genève, Droz.
- PATINKIN D. (1972), *La Monnaie, l'intérêt et les prix. : une intégration de la théorie de la monnaie et de la théorie de la valeur* Paris, PUF.
- PIAGET J. (1970), *Épistémologie des sciences de l'homme*, Paris, Gallimard.
- ROBBINS L. (1947), *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, Paris, Médicis.
- SALIN P. (1979), « Oublions Keynes », *Banque*, n° 386, juillet-août.
- SENIOR N. W. (1965), *An Outline of the Science of Political Economy* (1836), London, Allen and Unwin.
- WALRAS L. (1988), *Éléments d'économie politique pure* (1874, 1889, 1896, 1900, 1926), Paris, Economica.